

 **Vite dit****← Le mauvais message de l'OCDE**

En choisissant Mathias Cormann comme nouveau secrétaire général, l'OCDE envoie un mauvais message au monde.

Mathias Cormann, ex ministre des finances d'Australie, est surtout connu pour ses positions de climato sceptique, pour ses postures antisociales, pour son hostilité à l'aide au développement, pour l'abolition des impôts pour les plus riches... Luca Visentini, secrétaire général de la CES (Confédération Européenne des Syndicats) s'est dit « très préoccupé » par ce choix.

← Bouygues condamné pour travail dissimulé

Le 12 janvier la Cour d'appel de Caen a confirmé la condamnation de Bouygues pour travail dissimulé.

Le géant du BTP avait embauché 460 salariés détachés polonais et roumains sur Flamanville entre 2008 et 2012.

Bien que la condamnation soit dérisoire – 29 950 euros d'amende pour un préjudice estimé à 12 millions de perte pour la sécurité sociale – il s'agit d'une victoire pour le monde du travail face à une entreprise qui n'hésite pas à utiliser les salariés pour plus de profits.

La CGT continue à se battre pour que l'Etat et les institutions compétentes obtiennent le recouvrement des 12 millions.

LEVER LES BREVETS DES VACCINS ANTI COVID : une urgence

« Le jour où le vaccin sera mis au point, il sera un bien public mondial. C'est-à-dire qu'il n'appartendra à personne, mais il nous appartiendra à tous ». Ainsi s'exprimait E. Macron le 2 mai 2020 au sommet mondial sur la vaccination.

Depuis, grâce notamment à des fonds publics, des laboratoires ont mis au point des vaccins qui aujourd'hui sont le seul moyen de lutter efficacement contre la pandémie qui a déjà fait plus de 3 millions de morts dans le monde (selon Reuters) dont près de 100 000 en France.

En octobre 2020, l'Afrique du Sud et l'Inde réclamaient, avec le soutien d'une centaine de pays émergents et du chef de l'OMS, la levée des brevets devant l'OMC.

Mais les laboratoires pharmaceutiques s'y opposent prétextant toute sorte d'arguments dont l'incapacité de ces pays à les fabriquer. Dans les faits, un producteur de vaccin dispose d'un monopole sur son produit pendant un temps. Il peut donc décider des quantités produites et du prix avec pour conséquence d'exclure les pays les plus pauvres.

Face à cette situation, les états disposent des moyens pour suspendre ces brevets afin « de protéger la santé publique ou l'environnement ».

Mais quand il est question de très gros sous (Pfizer espèrent des retombées de 12,5 milliards d'euros en 2021), les big pharma peuvent compter sur les dirigeants des pays riches (dont la France) qui bloquent la demande de l'Inde et de l'Afrique du Sud.

Vacciner toute la planète est une nécessité :

Christian Bréchet, ancien directeur de l'Inserm, déclarait : « Au delà du devoir éthique, moral de vacciner tout le globe, le fait de laisser circuler le virus dans certaines zones va favoriser des nouvelles mutations ».

Guère de différence dans la position du directeur général de l'OMS qui considère que « l'accès universel aux vaccins doit devenir une priorité mondiale pour échapper à une résurgence de la maladie et à un échec moral monumental ».

**Nous ne pouvons pas laisser les entreprises pharmaceutiques faire la loi.
La santé n'est pas une marchandise.
Rendons-lui son caractère public.**

Vite dit

☛ Fusion Bichat – Beaujon

Le projet de fusion de ces 2 hôpitaux situés en région parisienne est toujours d'actualité malgré les oppositions qu'il rencontre.

Cette fusion entraînerait la suppression de 300 lits et 1000 postes de soignants.

Un choix d'autant plus incompréhensible alors que la crise sanitaire que nous traversons démontre que nous avons besoin de renforcer notre système de santé et de le rendre accessible à l'ensemble des populations.

☛ Salaire minimum

Seuls 21 des 27 pays de l'Union Européenne disposent d'un salaire minimum interprofessionnel.

En 2020 c'est au Luxembourg que ce salaire était le plus élevé : 2142€ bruts. La France se classe au 6^{ème} rang.

Si l'on regarde le pouvoir d'achat des ménages, la France est toujours au 6^{ème} rang derrière le Luxembourg, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique et les Pays-Bas.

(source Eurostat qui précise tenir compte des impôts, des cotisations et prestations sociales).

☛ Un syndicat chez Amazon

C'est en Alabama que les 5800 salariés d'un entrepôt ont été appelés à voter en faveur de la création d'un syndicat malgré l'opposition systématique de l'entreprise.

Une première alors que des grèves ont eu lieu ces derniers mois en France, en Italie ou en Allemagne.

Le dépouillement n'est toujours pas connu à l'heure où nous écrivons.

Revenu Universel : une fausse bonne idée

Cette idée, qui fut l'un des points forts d'un candidat à l'élection présidentielle de 2017, revient à l'approche des futures échéances électorales.

Mais de quoi parle-t-on avec le Revenu Universel ?

En fait cette idée est mise à toutes les sauces, chacun y mettant le contenu qu'il désire. Quand certains prônent le versement d'un revenu à tous, sans restriction, de la naissance jusqu'à la mort, d'autres veulent le réserver aux jeunes qui ont peu de revenus.

Certains (pas tous) voudraient le substituer à des aides sociales en place : comme le RSA et l'AAH (l'Allocation aux Adultes Handicapés).



Pour la plupart de ceux qui se positionnent pour la création d'un revenu universel, il s'agit de combattre la pauvreté en donnant un peu de moyens à celles et ceux qui sont durement touchés par le système.

Mais alors que nous comptons près de 10 millions de personnes en-dessous du seuil de pauvreté, verser un revenu universel à tout le monde risque de ne pas répondre aux besoins de chacun.

Accepter cette démarche, n'est-ce pas déjà accepter un peu les politiques patronales ?

■ Ne ne vaudrait-il pas mieux s'interroger sur les raisons qui sont à l'origine de la pauvreté : chômage, précarité, salaires insuffisants, logements trop chers ... ?

■ Les réponses à ces questions ne sont-elles pas inscrites dans la volonté des capitalistes de réaliser le maximum de profits dans un minimum de temps ?

■ N'est-ce pas cette logique qui pousse ces mêmes capitalistes à faire baisser à tout prix le « coût du travail » ?

■ N'est-ce pas à cause de ces choix que nous vivons des délocalisations, la casse des entreprises, des licenciements dits boursiers, ou bien encore le manque d'autonomie en matière de médicaments ou de matériel médical ?

■ N'est-ce pas à cause de ces choix que les capitalistes cassent nos services publics et notre Sécurité sociale ?

Plutôt que de promouvoir un revenu universel qu'utiliseraient les employeurs pour baisser les salaires, il faudrait favoriser l'emploi, augmenter les salaires, réduire le temps de travail, améliorer notre système de protection sociale, donner des droits aux salariés et à leurs représentants.